



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 533

Texte de la question

ÉCHEC DE LA POLITIQUE SÉCURITAIRE DE L'ÉTAT

M. le président. La parole est à M. François Asensi, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François Asensi. Madame la ministre de l'intérieur, quel bilan faites-vous de l'opération de police réalisée dans la cité des Beaudottes, à Sevrans, le 23 avril dernier ? Au vu de ses résultats, on peut parler de fiasco total. Quel a été le rôle joué par les services de renseignement et comment vos services se sont-ils coordonnés avec la justice dans cette intervention ? La recherche du flagrant délit était un échec annoncé : 350 policiers étaient stationnés, avec leurs véhicules, avant le déclenchement de l'opération à dix-huit heures, sur un parking public, ce qui n'était guère discret.

Dans cette ville de ma circonscription, les habitants de plusieurs quartiers vivent en permanence dans l'angoisse, les humiliations, quand ce n'est pas la terreur, imposées par les trafiquants.

Sevrans n'est pas un cas isolé en Île-de-France. L'affichage sécuritaire proclamé par le Président et le Gouvernement ne masque plus votre impuissance dans la lutte contre les réseaux mafieux. Quant à la réponse sociale et urbaine attendue par ces territoires défavorisés et abandonnés par un État qui n'assume plus ses missions régaliennes, elle est tout simplement ignorée.

Sevrans, pauvre parmi les villes pauvres, ne peut obtenir le droit de restructurer sa gare des Beaudottes, seule gare souterraine en banlieue, alors que celle-ci est anxiogène et concentre 60 % des délits constatés sur la ligne B du RER.

Comble de cynisme, vos services réclament à cette commune l'argent d'un immeuble de police qu'elle avait elle-même cédé il y a vingt ans pour un franc symbolique. Ce serait, paraît-il, la condition exigée pour la construction du futur commissariat. Vous avez dit justice ? Nous sommes en pleine iniquité. Les citoyens sont las, madame, de constater que l'État n'assume plus ses missions régaliennes ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

M. Patrick Roy. Et de la protection du Sénat !

M. le président. Monsieur Roy, ces commentaires systématiques ne sont pas nécessaires.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales*. Il est pour le moins paradoxal, monsieur le député, de réclamer plus de sécurité et de blâmer cette opération, la plus mobilisatrice jamais menée dans le quartier des Beaudottes. *(Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)* Cette opération, je vous le rappelle, faisait suite à l'évolution inquiétante que connaissait la cité - à tel point, d'ailleurs, que le bailleur avait retiré ses gardiens. Il fallait absolument récupérer onze appartements, accessibles par huit entrées d'immeubles différentes, qui étaient squattés et servaient de plaque tournante pour le trafic de drogue.

Les 350 policiers effectivement mobilisés ont permis d'intervenir simultanément sur l'ensemble des lieux tout en préservant la sécurité du quartier. La libération de ces onze squats a permis de récupérer des armes à feu, des stupéfiants de différentes natures et de l'argent liquide. De plus, des renseignements complémentaires ont été collectés, aujourd'hui exploités par les services concernés - notamment par le GIR. Ils permettront d'agir le moment venu.

Les résultats de cette opération sont donc positifs, et je m'étonne qu'un élu, par nature attaché à la sécurité de ses concitoyens, y trouve à redire.

Les choses ne vont pas en rester là. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Aux Beaudottes, la sécurité est assurée dans la gare et en surface, et le nombre de faits élucidés montre les progrès réalisés : après avoir augmenté de 50 % en 2007, il a cru à nouveau de 15 % au cours des quatre premiers mois de 2008. La construction du nouveau commissariat, pour laquelle l'immeuble actuel doit être effectivement vendu, la mise en place d'une compagnie de sécurisation à Saint-Denis, la création, à Sevran, d'une unité territoriale de quartier - UTEQ - et le développement de la vidéoprotection permettront de poursuivre dans cette voie.

M. le président. Merci, madame la ministre...

Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Permettez-moi de m'étonner, monsieur Asensi : alors que j'ai décidé de consacrer des crédits importants au fonds de protection, aucune proposition ne m'est venue des élus ; seul le bailleur s'est exprimé.

M. le président. La parole est à M. Michel Hunault... (*Protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Monsieur le député, la sécurité de nos concitoyens n'est pas un objet de polémique, c'est le fruit d'une action, celle que mène le Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Données clés

Auteur : [M. François Asensi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 533

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 mai 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 mai 2008